NOTES
DE L'IFRI



NOVEMBRE
2026

La "reconstruction" du Proche-Orient

Sous-entendus d'une compétition inédite

Programme
Turquie et
Moyen-Orient

Julia AMOURA
Vinciane ROSENZWEIG

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une fondation reconnue d'utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n'est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des autrices.

ISBN : 979-10-373-1307-2
© Tous droits réservés, Ifri, 2026
Couverture : Souk d'Alep, Syrie, décembre 2021 © Torsten Pursche/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :
Julia Amoura et Vinciane Rosenzweig, « La "reconstruction" du Proche-Orient. Sous-entendus d'une compétition inédite », *Notes de l'Ifri*, Ifri, novembre 2026.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : Ifri.org

Autrices

Julia Amoura est assistante au Centre Afrique subsaharienne et au Programme Turquie/Moyen-Orient de l'Ifri. Diplômée d'un master en science politique de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, elle travaille sur les dynamiques politiques et sécuritaires en Afrique et au Moyen-Orient, avec un intérêt particulier pour les enjeux de reconstruction et de recomposition régionales au Levant. Elle a notamment travaillé au sein de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), puis de l'Unité de réforme du secteur de la sécurité (RSS) pour l'Afrique centrale et de l'Ouest. Elle a ensuite rejoint l'International Crisis Group en tant qu'analyste au sein de l'équipe Afrique centrale.

Vinciane Rosenzweig a effectué son parcours universitaire à Sciences Po Paris. Elle s'est spécialisée dans l'étude des enjeux politiques et économiques de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, notamment au sein du programme Turquie/Moyen-Orient de l'Ifri, puis de la division Moyen-Orient et Afrique de la Direction des relations mondiales et de la coopération de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Elle contribue aujourd'hui ponctuellement aux travaux d'analyse du programme Turquie/Moyen-Orient de l'Ifri, notamment sur les enjeux de reconstruction au Levant.

Résumé

Au Liban, en Syrie et à Gaza, la « reconstruction » est devenue, avant même la fin des hostilités, un mot d'ordre partagé par des acteurs aux intérêts divergents : États du Golfe, puissances occidentales, Turquie, institutions multilatérales, acteurs privés, populations locales et diasporas. Cette *Note* montre que ce vocable commun fonctionne moins comme un programme que comme un signifiant flottant, qui permet à chacun de porter ses propres projets politiques, économiques et territoriaux. Elle analyse d'abord les références mobilisées, puis la fragmentation des instruments, faite de plans concurrents, de financements dispersés et d'une coordination défaillante. Elle examine enfin les effets sur le terrain. La reconstruction est présentée comme un outil de stabilisation, mais elle peut figer des rapports de force contestés, favoriser la captation des ressources et renforcer les causes des conflits qu'elle prétend résoudre. Faute de cadre politique, la reconstruction apparaît moins comme une solution à l'instabilité que comme l'une de ses otages.

Abstract

In Lebanon, Syria and Gaza, "reconstruction" has become a shared slogan well before the end of hostilities, mobilized by actors with diverging interests: Gulf states, Western powers, Türkiye, multilateral institutions, private investors, and local populations and diasporas. This paper argues that the term works less as a common program than as a floating signifier, allowing each actor to advance distinct political, economic and territorial agendas. It first examines the references these actors draw on, then the fragmentation of the instruments deployed: competing plans, scattered funding and weak coordination. Finally, it assesses the effects on the ground. Reconstruction is framed as a tool for stabilization, but it can freeze contested power relations, encourage the capture of resources and reinforce the root causes of the conflicts it claims to address. Without a political framework, reconstruction appears less as a solution to instability than as one of its hostages.

Sommaire

INTRODUCTION 5

LES MOTS DE LA RECONSTRUCTION : UN SLOGAN PARTAGÉ MAIS PLURIVOQUE 7

Reconstruire : un terme partagé par des acteurs hétérogènes 7

Références et imaginaires de reconstruction au Levant 9

LA RECONSTRUCTION COMME ESPACE DE COMPÉTITION : INSTRUMENTS ET FRAGMENTATION 14

Les acteurs étatiques, des dispositifs fragmentés 14

Les institutions multilatérales 18

LES EFFETS SUR LE TERRAIN : LE DILEMME DE LA STABILITÉ DANS LE CONTEXTE DU LEVANT 20

LA RECONSTRUCTION COMME OUTIL DE STABILISATION 20

Reconstruction et fragilité : quand rebâtir peut accentuer les tensions 22

CONCLUSION 26

Introduction

Au Liban, en Syrie et à Gaza, trois territoires meurtris par des conflits d'intensité et de nature différentes, une même question revient dans les chancelleries, les salles de conférence et les discours des bailleurs : quand commence-t-on à reconstruire ? Alors que les bombes tombent encore, les plans de reconstruction émergent, les financements s'annoncent et les acteurs se positionnent. Le Levant est aujourd'hui le théâtre d'une reconstruction anticipée, partielle, fragmentée et profondément politique.

La notion même de reconstruction mérite d'être interrogée. Dans la littérature académique, elle désigne classiquement la phase post-conflit de restauration des infrastructures physiques, des institutions et du tissu social d'une société dévastée par la guerre[1]. Mais ce cadre analytique, forgé au lendemain de la guerre froide dans le sillage des interventions en ex-Yougoslavie, au Rwanda ou en Afghanistan, reposait sur une hypothèse centrale : celle d'un après, un moment où la violence cesse et où la reconstruction peut commencer. Cette séquentialité est aujourd'hui mise en défaut. Les travaux de Paul Collier sur les économies de guerre avaient déjà montré que conflits et dynamiques économiques s'alimentent mutuellement, rendant la frontière entre guerre et reconstruction poreuse[2]. Plus récemment, des chercheurs comme Steven Heydemann[3] ont montré, dans le cas syrien, que la reconstruction peut devenir un prolongement de la guerre par d'autres moyens, un outil de réingénierie sociale et territoriale au service du régime vainqueur. Ce n'est pas là un phénomène entièrement nouveau : la reconstruction du Liban après la guerre civile avait déjà illustré comment la refondation urbaine peut exclure autant qu'elle répare, en effaçant certains tissus sociaux au profit de projets immobiliers d'élite[4]. Ce que le Levant contemporain révèle, c'est l'accélération et la radicalisation de cette logique : la reconstruction n'attend plus la paix, elle la précède, la conditionne, parfois la remplace.

---

1. S. Barakat, *After the Conflict: Reconstruction and Development in the Aftermath of War*, Londres, I. B. Tauris, 2005.
2. P. Collier, *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries Are Failing and What Can Be Done About It*, Oxford, Oxford University Press, 2007.
3. S. Heydemann, « Beyond Fragility: Syria and the Challenges of Reconstruction in Fierce States », Washington, D. C., Brookings Institution, 2018.
4. M. Fawaz, « Neoliberal Urbanity and the Right to the City: A View from Beirut's Periphery », *Development and Change*, vol. 40, n° 5, 2009, p. 827-852. Voir également M. Krijnen et C. De Beukelaer, « Capital, State and Conflict: The Various Drivers of Diverse Gentrification Processes in Beirut, Lebanon », *in* L. Lees, H. B. Shin et E. López-Morales (dir.), *Global Gentrifications: Uneven Development and Displacement*, Bristol, Policy Press, 2015, p. 285-310.

C’est ce que confirment les trois terrains de cette étude. À Gaza, plus de dix-huit plans de reconstruction circulent alors que les opérations militaires israéliennes se poursuivent. En Syrie, Damas a engagé dès 2018 une politique de reconstruction sélective sur les territoires reconquis, instrumentalisée comme outil de réaffirmation du pouvoir. Au Liban, l’explosion du port de Beyrouth en août 2020 avait déjà mis en lumière l’incapacité chronique de l’État à coordonner l’aide internationale, ouvrant un espace où acteurs communautaires, diasporas et puissances étrangères se sont substitués aux institutions défaillantes, une fragmentation que les bombardements israéliens, de l’automne 2024 à aujourd’hui, ont considérablement aggravée. Le brouillage entre-temps de guerre et temps de reconstruction est désormais la norme levantine.

Ainsi, la reconstruction est moins un programme technique qu’un champ de compétition. Elle mobilise des acteurs aux intérêts divergents, qui utilisent le vocable commun de la « reconstruction » pour porter des projets politiques, économiques et territoriaux radicalement différents. Tour à tour présentée comme une urgence humanitaire, un levier de stabilisation, une opportunité d’investissement ou un projet de modernisation technologique, elle recouvre des logiques parfois concurrentes et rarement coordonnées. Si la reconstruction est fréquemment associée à des objectifs de relance économique, de retour des populations déplacées ou de consolidation de la paix, elle se déploie dans des environnements où les causes profondes des conflits demeurent largement irrésolues. Elle est ainsi traversée par un paradoxe structurel : sans stabilité, les efforts de reconstruction restent fragiles et fragmentés ; mais sans reconstruction, les perspectives de stabilisation apparaissent tout aussi incertaines.

À travers les cas du Liban, de la Syrie et de Gaza, ce papier examine comment la reconstruction est définie par les différents acteurs qui la portent, quels instruments ils déploient, et quels effets politiques, économiques et territoriaux ces interventions produisent sur les dynamiques de stabilité régionale.

Les mots de la reconstruction : un slogan partagé mais plurivoque

Reconstruire : un terme partagé par des acteurs hétérogènes

« Reconstruction » : le mot circule dans les chancelleries du Golfe, les institutions internationales, les gouvernements occidentaux comme dans les discours des mouvements armés. De Trump au Hamas, d'Ahmad al-Charaa aux urbanistes de Beyrouth, rarement un terme aura été aussi universellement convoqué pour désigner des projets aussi radicalement différents. Cette convergence lexicale masque une divergence profonde sur ce que reconstruire signifie, pour qui, et sous quelle autorité. Avant d'analyser ce que les acteurs font, il faut donc commencer par interroger ce qu'ils disent, et ce que ce mot, à force d'usages pluriels, finit par ne plus dire.

Un concept classique mis en défaut par ses terrains

Dans la littérature académique, la reconstruction post-conflit désigne classiquement un processus complexe, multidimensionnel, enclenché après la cessation des hostilités, visant à restaurer les conditions d'une gouvernance fonctionnelle et d'un développement durable[5]. Le terme « post-conflit » ne signifie pas l'effacement des causes profondes du conflit initial ; il désigne fréquemment une simple atténuation des hostilités ou une « fenêtre d'opportunité » pour la paix dans un conflit qui peut reprendre s'il est mal géré. Si ce cadre classique présuppose une séquence de paix, puis de reconstruction, la réalité permet rarement un enchaînement si propre, *a fortiori* sur les terrains qui sont les nôtres. Yosef Jabareen a ainsi théorisé la notion de « reconstruction en conflit continu » (*ongoing conflict reconstruction*) comme cadre distinct[6]. La reconstruction post-conflit a évolué en une « grande stratégie » dotée d'un « grand récit » dont les objectifs dépassent l'aide humanitaire pour inclure la création d'un nouvel

5. N. Tzifakis, « Post-Conflict Economic Reconstruction », *in The Princeton Encyclopedia of Self-Determination*, Princeton University/Liechtenstein Institute on Self-Determination, 2026, disponible sur : pesd.princeton.edu.

6. Y. Jabareen, « Conceptualizing "Post-Conflict Reconstruction"… », *International Journal of Politics, Culture, and Society*, 2013, p. 107-125, disponible sur : www.jstor.org.

agenda global ou régional, la stabilité mondiale et la construction démocratique. En se chargeant de ces ambitions supplémentaires, le concept s’est dilaté, jusqu’à devenir, selon le camp qui le mobilise, une opération humanitaire d’urgence, un projet de refondation politique, un programme d’investissement ou un instrument de contrôle territorial.

Sur les trois terrains effectués en vue de ce papier, le moment où la reconstruction entre dans le discours public est lui-même révélateur. Pour Gaza, les premiers cadres de reconstruction émergent dès les premières phases du conflit renouvelé. Dès septembre 2024, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) mettait en place un programme de reconstruction[7]. Pour la Syrie, c’est la chute d’Assad en décembre 2024 qui déclenche une avalanche de prises de position : conférences de donateurs annoncées, sanctions levées, investisseurs positionnés, avant même qu’un plan national de reconstruction existe. Pour le Liban, les destructions de l’automne 2024 ont immédiatement relancé des débats sur les modalités de reconstruction alors que le cessez-le-feu restait fragile. Ces déclenchements précoces ne sont pas anodins : annoncer que l’on va reconstruire, c’est déjà prendre position sur qui a gagné, qui gouverne, et quelle légitimité on reconnaît.

Une constellation d’acteurs aux grammaires incompatibles

Les acteurs qui se réclament aujourd’hui de la reconstruction peuvent être regroupés en quatre ensembles aux logiques distinctes.

- **Les États et coalitions étatiques** abordent la reconstruction à l’intersection d’enjeux de stabilisation, d’influence et d’intérêts économiques. Pour les États du Golfe, les engagements annoncés visent à la fois à contenir les dynamiques d’instabilité régionale, perçues comme une menace directe pour leurs économies, et à se positionner sur de futurs marchés de reconstruction. Cette approche s’accompagne également d’objectifs d’influence politique, en particulier dans des contextes où la reconstruction peut redéfinir les équilibres de pouvoir locaux. Les acteurs occidentaux, eux, tendent à inscrire plus explicitement la reconstruction dans un cadre normatif, en la conditionnant à des réformes de gouvernance, à la lutte contre la corruption ou à des processus de transition politique.
- **Les institutions financières internationales** opèrent dans un registre qui se veut technique, neutre et procédural, centré sur la coordination des financements. La Banque mondiale met ainsi en avant son rôle de plateforme de gestion des fonds et d’appui aux cadres de reconstruction. Dans le cas de Gaza, l’institution s’est positionnée sur

7. *Support to Gaza Emergency Response and Early Recovery Planning*, UNDP/PAPP, septembre 2024.

l'évaluation des besoins, la structuration des financements et la coordination des partenaires internationaux. Ce positionnement relève toutefois d'une construction institutionnelle. Ces institutions ne sont pas de simples acteurs d'exécution : leurs choix d'allocation, leurs instruments financiers et leurs cadres d'intervention reflètent des priorités politiques. La gouvernance de ces institutions, dominée par les pays occidentaux, peut orienter les processus de reconstruction vers des modèles spécifiques. La participation du président de la Banque mondiale aux discussions du *Board of Peace* illustre cette porosité.

- **Les acteurs privés** abordent la reconstruction comme un espace d'opportunités économiques, en particulier dans des secteurs à forte intensité capitalistique comme la construction, l'immobilier ou les infrastructures. Jared Kushner, à la tête du fonds d'investissement Affinity Partners, illustre cette imbrication croissante entre capitaux du Golfe et projets de développement dans la région. Financé en grande partie par des fonds souverains du Golfe, ce type d'acteur se positionne sur des dynamiques de long terme où reconstruction et investissement se confondent. Cette logique ne se limite pas aux acteurs privés *stricto sensu*. Certains États adoptent eux-mêmes des stratégies d'acteurs économiques. En Égypte, les entreprises de construction liées à l'armée constituent un outil central de projection économique que les autorités cherchent à mobiliser dans les projets de reconstruction à Gaza. La reconstruction apparaît ainsi comme un marché où s'entremêlent intérêts publics et privés.
- **Les acteurs locaux et les diasporas**, enfin, parlent de reconstruction en termes de retour, de droits, de mémoire et d'identité, une grammaire quasi absente des plans internationaux.

Ce que révèle cette cartographie, c'est que le terme « reconstruction » fonctionne moins comme un programme partagé que comme un « signifiant flottant[8] » : un mot suffisamment vide pour que des acteurs aux intérêts antagonistes puissent tous s'y reconnaître, tout en étant suffisamment mobilisateur pour structurer des engagements politiques et financiers considérables. Ce que le mot unifie en surface, les pratiques le fragmentent en profondeur.

Références et imaginaires de reconstruction au Levant

La reconstruction au Levant ne s'invite pas dans le débat sans contexte : son évocation active en réalité bien des réminiscences. Elle s'inscrit ainsi dans une mémoire longue d'expériences qui servent de références, positives ou

8. E. Laclau et C. Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy: Towards a Radical Democratic Politics*, Londres, Verso, 1985.

repoussoirs. Comprendre quels précédents sont mobilisés, par qui et dans quel sens, est donc une clé d'entrée directe dans la cartographie des intérêts en présence.

Le Plan Marshall : la métaphore universelle

L'une des références la plus fréquemment convoquée est celle du Plan Marshall, notamment dans les discours sur Gaza. Le prince saoudien Turki al-Faisal a ainsi déclaré publiquement qu'il fallait « penser à reconstruire Gaza sur le modèle du Plan Marshall en Europe après la Seconde Guerre mondiale[9] ». La formule séduit : elle suggère un effort massif, coordonné et désintéressé, porté par une communauté internationale unie. Mais elle est analytiquement creuse. Le Plan Marshall était conditionné par une architecture politique précise, la guerre froide, des économies industrielles à reconstruire plutôt qu'à construire, qui n'a aucun équivalent dans le Levant d'aujourd'hui. La métaphore sert surtout à élever le débat au-delà des contingences politiques réelles : qui gouverne Gaza après la guerre ? Qui contrôle les flux financiers ? Sur quelle base territoriale ? Ces questions, le Plan Marshall ne les résout pas ; il les efface rhétoriquement.

L'Irak et l'Afghanistan : le repoussoir systématique

À l'opposé, les expériences irakienne et afghane post-2001/2003 sont convoquées non pour être imitées, mais pour être évitées. Kirsten Fontenrose, *Senior Fellow* à l'Atlantic Council, formule la reconstruction en Syrie ainsi : « La priorité sera de s'assurer que la reconstruction se déroule avec plus de succès que celle de l'Irak ou de l'Afghanistan[10]. » Ce récit sert à justifier deux types de conditionnalités opposées : pour les uns, il plaide pour une coordination internationale stricte sous pilotage occidental ; pour les autres, il argumente en faveur d'une appropriation locale maximale.

Le risque d'une reconstruction prédatrice n'est pas nouveau. Mandy Turner et Nur Arafeh, dans une analyse publiée par le Carnegie Middle East Center en juillet 2025[11], placent Gaza dans une généalogie du *disaster capitalism*, qu'elles définissent comme un processus rendu possible par « la privation d'agence politique des populations locales

9. Prince Turki al-Faisal (entretien), *Al Arabiya English*, 15 février 2025, disponible sur : https://english.alarabiya.net.
10. R. Hiault, « Syrie : les chiffres vertigineux d'une économie à totalement reconstruire », *Les Échos*, 12 décembre 2024, disponible sur : www.lesechos.fr.
11. N. Arafeh et M. Turner, « Destruction, Disempowerment, and Dispossession: Disaster Capitalism and the Postwar Plans for Gaza », Carnegie Endowment for International Peace (Malcolm H. Kerr Carnegie Middle East Center), 24 juillet 2025, disponible sur : https://carnegieendowment.org.

pendant et directement après des périodes de chaos », première étape vers ce que le géographe David Harvey a théorisé sous le nom d’« accumulation par dépossession[12] », à travers la saisie de terres, combinée à des politiques de privatisation et d’investissement étranger direct qui dépossèdent les communautés locales de tout contrôle sur leur économie politique.

Les cas afghan et irakien illustrent concrètement ce mécanisme. En Afghanistan, les autorités locales n’avaient aucun contrôle sur les fonds de reconstruction, les deux tiers de l’aide étant transférés directement par les bailleurs à leurs sous-traitants[13]. En Irak, L. Paul Bremer, à la tête de l’Autorité provisoire de la coalition, a concentré l’ensemble des fonds de reconstruction, dont la majorité a été attribuée à des entreprises américaines par contrats de gré à gré. Dans les deux cas, « maintenir les fonds de reconstruction hors de portée des communautés locales a favorisé la prédation[14] ». C’est précisément cette trajectoire qui est identifiable dans les plans actuellement en circulation pour Gaza.

Pour la Syrie post-Assad, la comparaison irakienne et afghane revient également de manière récurrente. Kirsten Fontenrose en formule le diagnostic le plus systématique : en Irak, en Afghanistan et en Somalie, les bailleurs ont poursuivi des plans divergents, financé des projets redondants et ne conditionnent leurs fonds à aucun jalon mesurable, « permettant aux mauvais acteurs d’abuser du système et de consolider leur pouvoir pendant que l’argent continuait à affluer[15] ». Pour éviter cela, elle prescrit une organisation avec un commissaire élu par les pays donateurs qui supervise l’ensemble des fonds, assisté d’un conseil consultatif représentant la démographie syrienne. Ce discours légitime ainsi une architecture de reconstruction dans laquelle les bailleurs occidentaux tiendraient le pouvoir décisionnel, les Syriens n’occupant qu’un rôle consultatif.

Solidere et Waad : le débat interne à la région

La reconstruction de Beyrouth après la guerre civile par Solidere reste un précédent régulièrement cité mais également critiqué. Tala Aladdin, urbaniste et architecte au Public Works Studio, en dit ceci : « Solidere a présenté la destruction de guerre comme une justification d’une transformation radicale de la zone, et non d’une simple restauration. Ils ont présenté les vieux bâtiments endommagés comme des obstacles à leur vision d’un « Nouveau Beyrouth », un *hub* régional pour le commerce et le

12. D. Harvey, *The New Imperialism*, Oxford, Oxford University Press, 2003 (édition en ligne, Oxford Academic, 12 novembre 2020), disponible sur : https://doi.org/10.1093/oso/9780199264315.001.0001.
13. A. Suhrke, « When More is Less: Aiding Statebuilding in Afghanistan », Chr. Michelsen Institute, 2006.
14. N. Arafeh et M. Turner, « Destruction, Disempowerment, and Dispossession », *op. cit.*
15. K. Fontenrose, « A Blueprint for Bringing About a New Syria », Atlantic Council (New Atlanticist), 10 décembre 2024, disponible sur : www.atlanticcouncil.org.

luxe[16] ». Le résultat, conclut-elle, fut « un modèle de redéveloppement néolibéral qui a privilégié l’investissement privé au détriment du tissu social et économique de la ville ». Beaucoup redoutent aujourd’hui la reproduction de cette trajectoire.

Toujours au Liban, le projet Waad du Hezbollah après 2006 constitue l’autre pôle du débat. Face à l’absence de réponse cohérente de l’État, le mouvement a pris en charge la reconstruction, avec pour objectif de permettre un retour rapide des populations déplacées. En quelques années, la majorité d’entre elles était revenue, tout en consolidant l’ancrage territorial du Hezbollah. Dans le contexte des destructions récentes, le mouvement a de nouveau annoncé en 2025 un plan de reconstruction d’environ 3 milliards de dollars, adossé au dispositif Waad et explicitement présenté comme la continuité de l’expérience de 2006[17]. Aucune actualisation détaillée de ce plan n’a toutefois été rendue publique à ce stade – l’ampleur des destructions a été estimée par la Banque mondiale en 2025 à 11 milliards de dollars[18]. La réputation d’efficacité de ce mécanisme s’accompagne de critiques persistantes : manque de transparence, qualité inégale des constructions et traitement préférentiel des populations affiliées. Waad apparaît donc moins comme un simple mécanisme de reconstruction que comme un instrument politico-territorial permettant au Hezbollah de renforcer son emprise.

Ce débat entre les modèles Solidere et Waad dépasse le cas libanais. Le Tahrir Institute for Middle East Policy établit ainsi une comparaison entre Solidere et Marota City, projet lancé par le régime de Bachar al-Assad à Damas, montrant que ces modèles favorisent des dynamiques d’exclusion foncière au profit d’intérêts politiques ou privés[19]. Le précédent libanais irrigue ainsi les analyses sur le Levant, où la reconstruction apparaît comme un instrument de reconfiguration territoriale.

Le rêve du Golfe : la tentation de la table rase

Il existe enfin un imaginaire de référence qui ne renvoie à aucun précédent de reconstruction post-conflit mais à un modèle de développement urbain *ex nihilo* : celui incarné par Dubaï et les mégaprojets saoudiens. Cet imaginaire, ville surgissant du vide, infrastructure de prestige, *tabula rasa* assumée, transparaît dans plusieurs plans en circulation pour Gaza.

16. A. Awadah, « The Legacy of Elite-led Reconstruction Failures in Lebanon », *The New Arab*, 21 avril 2025, disponible sur : www.newarab.com.
17. « Hezbollah Unveils $3 Billion Reconstruction Plan », Press TV, 7 septembre 2025, disponible sur : www.presstv.ir.
18. N. Metni Torbey, « Rebuilding to Restore Control? Hezbollah’s $3 Billion Gamble », This is Beirut, 25 septembre 2025, disponible sur : https://thisisbeirut.com.lb.
19. G. Cartilier, *Marota City: Neoliberalism and Wartime Urban Restructuring in Syria*, projet de master, American University of Beirut, 5 juillet 2020, disponible sur : https://scholarworks.aub.edu.lb.

Gaza est présentée par certains comme une ardoise vierge sur laquelle esquisser une nouvelle ville, ce que ses partisans voient comme une opportunité de modernisation ; ce que ses critiques dénoncent comme un projet de dépossession. La proposition de Trump de faire de Gaza la « *Riviera of the Middle East* » en est l’expression la plus crue. Mais cet imaginaire n’est pas l’apanage des acteurs américains : les bailleurs du Golfe, notamment les Émirats arabes unis et l’Arabie saoudite, portent une vision de la modernité urbaine qui influence leurs propres plans d’investissement en Syrie et au Liban.

Inspiré par cette mouvance au confluent du rêve architectural et de l’obsession des affaires, le ministre syrien des Affaires étrangères, Assaad Hassan al-Chaibani, déclarait à Davos en janvier 2025 que son pays espère « suivre les traces de puissances économiques comme Singapour et l’Arabie saoudite ». La référence est révélatrice : ni l’un ni l’autre de ces modèles n’est un précédent de reconstruction post-conflit. Ce sont des modèles de développement économique *ex nihilo*, des économies ouvertes, tournées vers l’investissement privé et l’intégration dans les flux commerciaux mondiaux. En les citant, Damas signale moins une feuille de route technique qu’une vision : celle d’une Syrie qui ne se reconstruit pas à partir de ce qu’elle était, mais qui se réinvente à partir de ce qu’elle veut devenir.

La reconstruction comme espace de compétition : instruments et fragmentation

Les acteurs étatiques, des dispositifs fragmentés

L'ampleur des destructions fait émerger une question centrale : quels acteurs décident du modèle de la reconstruction, et comment s'organisent-ils ? Plusieurs initiatives prennent forme, mais peinent à s'inscrire dans une stratégie cohérente, laissant émerger un cadre fragmenté où chaque puissance projette ses intérêts, ses priorités et ses méthodes d'action.

Présenté en 2024, le plan « Gaza 2035 » du gouvernement israélien[20] esquisse une transformation progressive du territoire en trois phases, visant à intégrer la bande de Gaza à une zone de libre-échange articulée autour du port égyptien d'El-Arish et de la ville israélienne de Sderot, administrée par Israël, l'Égypte et une autorité palestinienne dédiée à la reconstruction, sans aucune perspective d'État palestinien. Les projections associées mettent en scène un paysage futuriste visant à convertir Gaza en un territoire à vocation mercantile dont les ambitions seraient de surpasser en prospérité la ville de référence, Dubaï. Le projet du gouvernement : reconstruire à partir de rien afin « que le développement économique neutralise les racines politiques des multiples crises et guerres régionales », proposition qui soulève de nombreuses interrogations tant politiques que juridiques, en excluant de fait toute forme d'autodétermination des Palestiniens.

Les États-Unis avancent à leur tour une proposition hautement similaire, élaborée par Joseph Pelzman, professeur d'économie à l'université George Washington[21]. Donald Trump et son *Board of Peace* présentent, lors du Forum économique mondial à Davos en janvier 2026, le nouveau plan de reconstruction totale de Gaza baptisé « *New Gaza*[22] ». Le projet, à l'image de la proposition israélienne, met en scène une transformation radicale du territoire, fondée sur une logique de

20. M. Santi, « Gaza 2035 : table rase », *La Tribune*, 27 mai 2024, disponible sur : www.latribune.fr.
21. T. J. Dixon, « What Will a Rebuilt Gaza Look Like? The Competing Visions for the Strip's Future », The Conversation, 4 février 2026, disponible sur : https://theconversation.com.
22. M. J. Sader, « New Gaza : dans l'enclave, les doutes et les espoirs soulevés par le projet américain », *Le Monde*, 24 janvier 2026, disponible sur : www.lemonde.fr.

reconstruction *ex nihilo*. Jared Kushner évoquait cette perspective d’un territoire qu’il décrivait comme « un espoir, une destination, avec de nombreuses industries, un lieu où les habitants pourraient réellement s’épanouir[23] », vision élaborée sans consultation des Palestiniens. Ce projet ambitionne de porter le produit intérieur brut (PIB) de Gaza à 10 milliards de dollars d’ici 2035, alors même que celui-ci s’est effondré de 83 % entre 2023 et 2024. Il prévoit également la création de 500 000 emplois et des investissements d’au moins 25 milliards de dollars dans les infrastructures et les services publics. Cependant, aucune réponse n’a été apportée aux questions cruciales relatives aux droits de propriété et fonciers, indispensables à la faisabilité d’un tel projet, tandis que le retour des réfugiés palestiniens semble exclu, voire interdit au profit des seules compensations financières proposées. Une question cruciale subsiste : Kushner n’ayant jamais indiqué les sources de financement et en l’absence d’un plan de paix, il est difficile d’imaginer que des investisseurs se risquent à soutenir une initiative aussi ambitieuse mais risquée.

Les projets arabes se distinguent comme les seuls à prêter une oreille attentive aux voix locales et à prendre en considération les paysages préexistants. Pourtant, ces projets demeurent en suspens. Ces idées se fragmentent et peinent à dépasser le stade de l’intention, faute d’un consensus.

L’initiative des États arabes s’impose comme une tentative de réappropriation régionale des processus de reconstruction. Celle-ci s’inscrit dans un discours de solidarité et d’autonomie affirmant la volonté de prendre ses distances avec les puissances extérieures[24] et d’adopter une vision plus réaliste et respectueuse des populations locales. Ainsi, en mars 2025, la Ligue arabe annonce « le plan arabe pour Gaza[25] » lors du sommet extraordinaire du Caire coordonné par l’Égypte en concertation avec l’Autorité palestinienne. Ce projet, doté d’un budget de 53 milliards de dollars sur cinq ans, conforme aux estimations des Nations unies, est le premier proposant de maintenir la population gazaouie sur place tout en réaffirmant l’objectif d’une solution à deux États, dans l’objectif de transformer Gaza en un espace urbain moderne et durable dans la continuité d’anciens projets notamment issus des accords d’Oslo, restés jusqu’ici inaboutis. Cependant, derrière cette apparente cohésion, émergent des visions concurrentes : le groupe émirati Al Habtoor[26] propose ainsi un modèle de reconstruction fondé sur une société *holding* majoritairement

23. M. J. Sader, « What Gazans Are Saying about the US’s “New Gaza” Plan », *Le Monde*, 24 janvier 2026, disponible sur : www.lemonde.fr.
24. A. El Sakka *et al.*, « Plan Trump et plan arabe : analyse critique des deux plans de “reconstruction pour Gaza” », *Recherches internationales*, vol. 133, n° 2, 2025, p. 157-167, disponible sur : https://shs.cairn.info.
25. J. Fisayo-Bambi, « Sommet arabe : un plan de 53 milliards de dollars pour reconstruire Gaza », Euronews, 5 mars 2025, disponible sur : https://fr.euronews.com.
26. « The Al Habtoor Research Centre Gaza Reconstruction Plan », Al Habtoor Research Centre, 20 février 2025, disponible sur : www.habtoorresearch.com.

contrôlée par des Palestiniens, mais associée à des dispositifs de collecte de données et de surveillance. En parallèle, le plan « Phoenix[27] », élaboré par l’union des municipalités de Gaza, privilégie la préservation du tissu urbain et social existant.

Plus au nord, en Syrie et au Liban, deux puissances du Golfe, le Qatar et l’Arabie saoudite, s’imposent progressivement comme des bailleurs centraux. En septembre 2025, l’Arabie saoudite annonçait le lancement d’un programme de réhabilitation dans la région de Damas[28], après avoir déjà signalé son intention d’investir dans la remise en état des infrastructures syriennes dévastées par les quinze années de conflit. Cette intention se concrétise par la signature d’accords d’investissement pour un montant de 24 milliards de dollars couvrant douze secteurs économiques. Parallèlement, le Qatar affirme un positionnement plus hybride à la croisée de l’action humanitaire et du développement. Son engagement se manifeste notamment dans le secteur de l’électricité. Il s’étend également au Liban[29], où ils annoncent un plan de financement destiné à faciliter le rapatriement volontaire de plus de 100 000 réfugiés syriens. Ce soutien s’inscrit dans un programme d’aide de plusieurs dizaines de millions de dollars visant à soutenir les capacités d’accueil et de stabilisation locales. Au-delà de leur dimension bilatérale, ces projets traduisent la promotion par les États arabes d’une solution locale aux crises qui frappent cette région, fondée sur le maintien des populations sur place et le refus de tout transfert forcé. Sous le vernis de ce discours de solidarité arabe, se dessine une stratégie d’influence plus structurée : celle d’une affirmation du leadership arabe, portée par les monarchies du Golfe, dans un contexte de prise de distance relative vis-à-vis des puissances occidentales.

Par ailleurs, depuis plus d’une décennie, les relations entre la Turquie et le monde arabe s’inscrivent dans un mouvement de recomposition progressive. Sur le terrain de la reconstruction, cette évolution se traduit par des rapprochements pragmatiques fondés sur des intérêts convergents qui dessinent les contours d’un axe informel centré sur la sécurité, la stabilité et le développement économique. La Syrie en offre une illustration nette. Après la rupture engagée avec Damas en 2011, la Turquie soutient l’opposition y compris militairement durant la guerre civile, jusqu’à la prise de pouvoir par Ahmad al-Charaa. La nouvelle configuration politique syrienne est vue par Ankara comme une opportunité de réengagement à plusieurs niveaux : sécuritaire, *via* la coordination des enjeux frontaliers et de la lutte antiterroriste, jusqu’au souhait d’implanter des bases militaires

27. « The Phoenix Gaza: A Collective Vision for Postwar Reconstruction and Recovery », disponible sur : https://phoenix-gaza.org.
28. « L’Arabie saoudite annonce le lancement d’un projet de reconstruction dans la région de Damas », *L’Orient-Le Jour*/AFP, 7 septembre 2025, disponible sur : www.lorientlejour.com.
29. M. de La Roche Saint-André, « Le Qatar et l’Arabie saoudite à la conquête du marché syrien », *Ici Beyrouth*, 15 mai 2025, disponible sur : https://icibeyrouth.com.

permanentes dans le pays ; économique, par une participation active aux efforts de reconstruction. Selon les estimations de la Banque mondiale, le budget nécessaire à la reconstruction de la Syrie s’élève à 184 milliards d’euros[30]. Le premier signal de relance économique se matérialise à travers les 21,3 milliards d’euros d’accords-cadres annoncés avec des entreprises installées en Turquie, au Qatar et en Arabie saoudite. Les deux projets les plus importants ont été remportés par des sociétés turques : la création d’une infrastructure d’énergie solaire de 6 milliards d’euros pour Cengiz Holding et le projet de l’aéroport de Damas, d’un montant de 3,4 milliards d’euros pour Kalyon Holding. La Turquie s’affirme également comme un acteur central de la reconstruction au Liban, où ses entreprises de BTP multiplient les projets de logements et d’infrastructures à travers l’agence de développement TIKA et la direction des Affaires religieuses, la Diyanet, également très bien dotée.

Les États européens, particulièrement la France, l’Allemagne, l’Italie et le Royaume-Uni, soutiennent ostensiblement le plan de la Ligue arabe pour la reconstruction à Gaza en se positionnant plus comme soutiens financiers et politiques que comme maîtres d’œuvre. Ils renforcent de la même manière leur soutien en faveur de la stabilité du Liban dans le cadre d’un programme financier d’un milliard d’euros pour la période 2024-2027, dispositif qui se décline notamment à travers la signature de six nouveaux accords de financement, représentant 110,5 millions d’euros de dons[31], orientés vers le renforcement des capacités des Forces de sécurité intérieure, le financement de la reconstruction, et la mise en place d’une gestion intégrée des frontières aux points de passage terrestres. Début 2026, l’Union européenne (UE) s’engageait en outre à apporter une aide de 620 millions d’euros à la Syrie pour la période 2026-2027, afin de soutenir le gouvernement de transition syrien et le redressement du pays.

Ainsi, la reconstruction se déploie aujourd’hui à travers un ensemble d’acteurs et de projets fragmentés, dont la faible articulation révèle autant qu’elle masque : juxtaposition de logiques plutôt que coordination, multiplication de vitrines, absence d’alignement territorial. Ce foisonnement crée des doublons, accentue les inégalités régionales et transforme la reconstruction en un marché, gouverné par la compétition plus que par la planification.

30. « Reconstruction de la Syrie : la Turquie cherche à se positionner dans les starting-blocks », *Courrier international*, 25 janvier 2026, disponible sur : www.courrierinternational.com.
31. « Renforcement des FSI, réformes : six accords signés entre le Liban et l’UE pour 128,6 millions de dollars », *L’Orient-Le Jour*, 15 janvier 2026, disponible sur : www.lorientlejour.com.

Les institutions multilatérales

De grands bailleurs multilatéraux interviennent également dans cette multitude de projets de reconstruction au Moyen-Orient.

La Banque mondiale a intensifié son engagement dans les programmes de reconstruction post-conflit au Moyen-Orient à la suite des crises successives. En Syrie comme au Liban, son action se traduit par des financements importants : 400 millions de dollars sont mobilisés pour répondre à l'urgence[32], dont 146 millions alloués à la reconstruction du réseau électrique syrien, tandis que 250 millions sont destinés au Liban pour rétablir les services essentiels et assurer une gestion durable des décombres. À travers le Lebanon Emergency Assistance Project (LEAP), conçu comme un cadre évolutif d'un milliard de dollars, l'institution compte prioriser les zones les plus durement affectées par les bombardements israéliens. À Gaza, enfin, elle accompagne le gouvernement palestinien dans la mise en œuvre d'un plan séquencé en trois temps : 1) urgence ; 2) relèvement ; 3) reconstruction, tout en fournissant des outils d'évaluation et des instruments financiers standardisés.

De nouvelles formes de coopération financière émergent en outre pour répondre aux besoins urgents de reconstruction au Levant. La Banque islamique de développement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement envisagent la création d'un fonds conjoint dédié à la reconstruction[33]. Cette initiative s'inscrit pour eux dans la continuité de leurs expériences respectives : la première s'appuie sur des projets passés de financement de la transition dans 57 pays membres, tandis que la seconde a fait ses preuves dans le financement des reconstructions en Europe centrale et orientale. En mutualisant leurs expertises, ces deux institutions tentent de financer, tout en favorisant les partenariats public-privé, la transition et la reconstruction en Syrie, au Liban, en Jordanie et en Palestine. La Banque européenne d'investissement a déjà mobilisé jusqu'à 500 millions d'euros en Turquie et en Syrie à la suite des séismes, dans le cadre d'approches de *post-disaster recovery*. Ces mécanismes, centrés sur la reconstruction des infrastructures, du logement et des services, offrent des modèles potentiellement transposables aux contextes post-conflit, renforçant la confiance des bailleurs arabes et européens.

Les instances onusiennes jouent également un rôle important. Tout d'abord à travers le PNUD, qui collabore avec l'Organisation arabe et internationale pour la reconstruction en Palestine sous la supervision du gouvernement palestinien dans le cadre d'un mémorandum d'accord

32. S. Khan, « World Bank Allocates $400m for War-devastated Lebanon and Syria Reconstruction », *The National*, 25 juin 2025, disponible sur : www.thenationalnews.com.
33. K. Hassan, « Reimagining Levant Reconstruction in a Post-Western Aid World », Stimson Center, 8 avril 2025, disponible sur : www.stimson.org.

mobilisant environ 40 millions de dollars pour soutenir la réponse à la crise. Cette action couvre l’évaluation des dégâts, la gestion des débris et du recyclage, la création d’emplois temporaires ainsi que la mise en place de solutions de logement provisoire. Le PNUD s’inscrit par ailleurs dans des cadres régionaux, comme le *Regional Strategic Overview 2024*, notamment au Liban et en Syrie. D’autres agences, telles que l’Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), occupent une place centrale dans la réponse humanitaire et les premières phases de la reconstruction, en intervenant dans les domaines des logements temporaires, des services sociaux et de l’accompagnement des retours. À ce titre, la coopération entre le Liban, la Syrie et l’UNHCR a permis le retour d’environ 510 000 réfugiés syriens depuis 2025.

Les effets sur le terrain : le dilemme de la stabilité dans le contexte du Levant

La reconstruction comme outil de stabilisation

Le cadre de référence mis au point pour les zones de conflit a progressivement débordé la sphère technique de la reconstruction pour s'inscrire au cœur des stratégies de *peacebuilding*. Les efforts contemporains de stabilisation se distinguent en effet par l'attention portée aux infrastructures pendant le conflit, les investissant d'objectifs de sécurité et de stabilisation « *in the absence of peace to keep*[34] ». La logique est séduisante sur le papier : des infrastructures réparées signalent la présence et la légitimité de l'État, réduisent les griefs économiques, créent des emplois et facilitent la circulation des personnes et des marchandises qui rendent la guerre coûteuse. On parle ainsi de « *developmental peace*[35] », une approche qui privilégie les investissements socio-économiques au détriment d'un engagement politique plus profond avec les sociétés locales. C'est exactement le registre dans lequel se placent certains États du Golfe lorsqu'ils annoncent des investissements au Levant.

Sur le terrain syrien, la reconstruction ne prend pas la forme de grands projets structurants immédiatement visibles, mais plutôt d'interventions progressives et localisées. Dans plusieurs zones urbaines fortement touchées par le conflit, notamment Daraya et Douma, des opérations à grande échelle de déblaiement et de recyclage des décombres ont été lancées : plus de 550 000 mètres de gravats ont été nettoyés, transformés en matériaux utilisables pour des travaux de base[36]. Dans le même temps, des projets de réhabilitation des réseaux d'eau et d'électricité ont commencé à être mis en œuvre par des équipes techniques : par exemple, des stations de pompage d'eau stratégiques ont repris partiellement leurs fonctions dans certaines provinces, comme le gouvernorat d'Alep, après des interruptions

34. P. Schouten et J. Bachmann, *Roads to Peace? The Role of Infrastructure in Fragile and Conflict-Affected States*, rapport DIIS/UNOPS, janvier 2017, disponible sur : https://css.ethz.ch.
35. R. Mac Ginty, *International Peacebuilding and Local Resistance: Hybrid Forms of Peace*, Londres, Palgrave Macmillan, 2011 ; voir aussi R. Mac Ginty, « Against Stabilisation », *Stability: International Journal of Security and Development*, 2012.
36. « Syria's Reconstruction Begins: Recycling the Rubble of War », *The Syrian Observer*, 8 janvier 2026, disponible sur : https://syrianobserver.com.

prolongées[37]. Cependant, comme le souligne le European Council on Foreign Relations (ECFR), les effets de la reconstruction demeurent difficilement perceptibles pour une large partie de la population, dans un contexte où plus de 90 % des Syriens vivent encore sous le seuil de pauvreté et où les infrastructures restaurées restent souvent difficilement accessibles en raison du coût des services[38]. En parallèle, une part significative de la reconstruction repose sur des dynamiques spontanées. Dans de nombreux quartiers, les habitants participent eux-mêmes au déblaiement, réparent leurs logements avec des moyens limités et rouvrent progressivement leurs commerces. À Alep notamment, la reconstruction avance souvent « bloc par bloc », portée par des initiatives locales en l'absence de plan d'ensemble structuré[39].

À Gaza, la reconstruction formelle n'a pas commencé. Ce qui existe, c'est d'abord le déblaiement. Depuis janvier 2025, alors que la guerre se poursuit, les équipes du PNUD ont dégagé plus de 120 000 tonnes de gravats. Dans le mois suivant le cessez-le-feu, plus de 50 000 tonnes ont été retirées[40]. Le PNUD estime que le déblaiement complet des gravats pourrait prendre cinq à sept ans, même dans des conditions optimales. Dans la pratique, ces activités servent déjà à planifier des aménagements immédiats : les décombres concassés sont utilisés pour niveler des terrains, aplanir des voiries locales et créer des surfaces plus sûres pour abriter des installations communautaires ou des services d'urgence[41]. En dessous de ces opérations formelles, une reconstruction spontanée existe. Des tentatives à petite échelle de consolidation ou de réparation de maisons détruites sont observées, ainsi que des efforts pour aménager des abris temporaires, malgré un accès extrêmement limité aux matériaux de construction et aux engins lourds indispensables[42]. Des urbanistes palestiniens, en collaboration avec des collectifs internationaux comme Architects for Gaza, travaillent dès maintenant sur des sites identifiés comme points de départ de la reconstruction, fondant leur démarche sur la conviction que « le processus de guérison de Gaza ne devrait pas attendre[43] ». Ces dynamiques *bottom-up* révèlent une vérité que les grands plans internationaux occultent : sur le terrain, la reconstruction ne

37. « Syria Boosts Water Security Through Major Infrastructure Projects », *Levant24*, 24 janvier 2026, disponible sur : https://levant24.com.
38. J. Barnes-Dacey, « A Year After Assad: The Search for Syria's Future », ECFR, 4 mars 2026, disponible sur : https://ecfr.eu.
39. G. Abdul-Ahad, « Out of the Ruins: Will Aleppo Ever Be Rebuilt? », *The Guardian*, 20 janvier 2026, disponible sur : www.theguardian.com.
40. « Il serait possible de déblayer la plupart des décombres dans la bande de Gaza… », PNUD, 20 novembre 2025, disponible sur : www.undp.org.
41. *Ibid.*
42. « Gaza : sous les gravats, l'urgence d'une reconstruction entravée », ONU Genève, 17 février 2026, disponible sur : www.ungeneva.org.
43. M. Fadel et H. Sender (entretien avec M. Fadel), « Rebuilding Gaza from the Ground Up », Middle East Research and Information Project, 11 février 2026, disponible sur : www.merip.org.

commence pas quand les bailleurs le décident ; elle commence quand les gens rentrent chez eux.

Au Liban, ce qui semblait être une reprise prometteuse s’est rapidement heurté à une rupture violente. À la suite du cessez-le-feu de fin novembre 2024, l’activité économique avait donné des signes de reprise, sur fond de crise structurelle : le PIB avait atteint 28,3 milliards de dollars en 2024, augmentant de 19,8 % par rapport à l’année précédente[44]. Au début de 2025, des habitants ont commencé à rentrer dans le Sud, à réparer des maisons, à rouvrir des commerces. La Banque mondiale approuvait en juin 2025 un prêt de 250 millions de dollars pour financer une première phase de reconstruction et de relèvement, dans le cadre du Lebanon Emergency Assistance Project (LEAP)[45]. Mais dès l’automne 2025, ces reconstructions spontanées sont devenues elles-mêmes des cibles. Entre 2025 et 2026, dans le sud du Liban, les forces israéliennes ont mené des frappes répétées contre des équipements civils et des installations utilisés pour des travaux de reconstruction et des activités économiques liées au relèvement du territoire[46]. Human Rights Watch a documenté plusieurs attaques qui ont eu lieu entre août et octobre 2025 et ont détruit plus de 360 engins lourds, y compris des bulldozers, des excavatrices et une usine de ciment et d’asphalte, sans preuve qu’ils étaient utilisés à des fins militaires, entravant ainsi les efforts de déblaiement et de réparation des zones touchées[47]. En mars 2026, le ministre israélien de la Défense, Israel Katz, a déclaré vouloir « accélérer la démolition des maisons libanaises dans les villages frontaliers selon les modèles de Beit Hanoun et Rafah à Gaza[48] ». L’escalade des destructions dans des zones civiles obère ainsi tout le début d’une reconstruction durable, illustrant la fragilité de telles initiatives dans un contexte d’instabilité persistante et confirmant, au passage, l’enjeu stratégique majeur qu’est la reconstruction en soi.

Reconstruction et fragilité : quand rebâtir peut accentuer les tensions

L’enthousiasme des annonces de reconstruction se heurte sur tous les terrains à la même réalité : les obstacles politiques et sécuritaires non résolus rendent non seulement la reconstruction difficile, mais potentiellement contre-productive. En figeant des rapports de force

44. Worldometer, « Liban – Produit intérieur brut », estimations 2024 selon le Fonds monétaire international (PIB nominal : environ 28,28 milliards de dollars), disponible sur : www.worldometers.info.
45. « Lebanon Emergency Assistance Project : Frequently Asked Questions », Banque mondiale, 17 février 2026, disponible sur : www.worldbank.org.
46. « Lebanon : Israel Unlawfully Destroying Reconstruction Equipment », Human Rights Watch (HRW), 15 décembre 2025, disponible sur : www.hrw.org.
47. « Liban : Israël a illégalement détruit du matériel de reconstruction », HRW, 15 décembre 2025, disponible sur : www.hrw.org.
48. « Israeli Officials Signal Stepped-Up Atrocities in Lebanon », HRW, 23 mars 2026, disponible sur : www.hrw.org.

contestés ou en créant de nouvelles tensions, une reconstruction mal conduite peut produire des effets déstabilisateurs durables, parfois plus problématiques que son absence même.

À Gaza, l’obstacle immédiat est physique et logistique : au moins 60 % des logements sont détruits ou au-delà de toute réparation[49], et quelque 51 millions de tonnes de gravats, parsemés de milliers de bombes non explosées[50], couvrent le territoire. Mais c’est l’absence de cadre politique qui constitue l’obstacle décisif. En janvier 2026, Benjamin Netanyahu affirmait qu’il ne « permettrait pas la création d’un État palestinien, et certainement pas à Gaza[51] ». Dans un tel contexte, l’idée même d’une reconstruction coordonnée entre l’ensemble des parties prenantes apparaît compromise, sinon irréaliste. Parallèlement, aucune clarté n’existe quant à l’entrée potentielle du ciment et des barres d’acier, matériaux de construction essentiels dont l’accès est bloqué par Israël. Tous les plans de reconstruction proposés jusqu’à présent ignorent cet obstacle majeur : la liste israélienne des biens à « double usage ». En exigeant une autorisation projet par projet pour chaque sac de ciment, Israël empêche l’idée même de réalisation de travaux. La reconstruction de Gaza est reléguée à la phase finale d’un accord de cessez-le-feu dont la mise en œuvre reste incertaine, ce qui en fait un horizon hypothétique plutôt qu’un processus engagé.

Au Liban, les limites sont encore plus saisissantes, étant donné que la reconstruction y est devenue un enjeu militaire à part entière. Depuis la fin de la guerre civile en 1990, le pays est pris dans un cycle répétitif de destruction et de reconstruction. À chaque crise, les priorités se concentrent sur la remise en état des infrastructures, étape indispensable mais insuffisante, car reconstruire ne se limite pas à rebâtir : la confiance dans l’État et les institutions, mais aussi le tissu social même, sortent durablement fragilisés de ces chocs. Sans restauration de la confiance et sans perspectives économiques crédibles, la reconstruction demeure incomplète. Les développements récents en offrent une illustration particulièrement nette. La reprise des hostilités entre Israël et le Hezbollah a replongé le sud du pays dans une dynamique de destruction, marquée par des frappes israéliennes sur des zones étendues et par des pressions économiques croissantes, notamment à travers le ciblage d’organisations non gouvernementales largement implantées au sein de la population, telles qu’Al-Qard al-Hassan, la banque associative fondée par des militants du Hezbollah. La Banque mondiale avait estimé le coût de la reconstruction

49. « Hostilities in the Gaza Strip and Israel – Reported Impact », Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), 3 janvier 2024, disponible sur : www.un.org.
50. M. Aydogan, « UN Agency Says Gaza Rubble Removal Could Take 7 Years as 90% Live in Dangerous Conditions », Anadolu Agency, 17 février 2026, disponible sur : www.aa.com.tr.
51. « Benjamin Netanyahu affirme qu’il ne permettra pas l’établissement d’un “État palestinien à Gaza” », Brut, 28 janvier 2026.

post-conflit de 2024 à 11 milliards de dollars[52], sur fond de fragilité structurelle principalement due aux dysfonctionnements du système bancaire libanais. L’aggravation actuelle des vulnérabilités sociales souligne l’écart entre les efforts de reconstruction matérielle et les besoins réels de la société libanaise. Plus profondément, les limites de la reconstruction tiennent à la nature même du système politique : l’État peine à planifier et à coordonner l’aide internationale, dans un contexte marqué par la fragmentation communautaire et politique du pouvoir, la défiance des bailleurs et des niveaux élevés de corruption. Les efforts de reconstruction apparaissent structurellement contraints sur le moyen terme : fragmentés, cycliques et vulnérables à de nouveaux chocs.

En Syrie, le paradoxe est d’une autre nature : les annonces d’investissement se multiplient, mais l’architecture institutionnelle pour les absorber n’existe pas. On constate une absence d’approche intégrée de la reconstruction économique, et un focus sur la génération rapide de revenus *via* des projets immobiliers et la location d’infrastructures majeures à des investisseurs étrangers, théoriquement équilibré par des investissements dans les secteurs productifs qui peuvent créer des emplois. Pourtant, la situation économique continue de se dégrader. Selon une analyse de l’ECFR, la chute du régime n’aurait pas été suivie d’une amélioration tangible des conditions de vie : environ 90 % de la population reste sous le seuil de pauvreté, tandis que les attentes suscitées par les nouvelles autorités, notamment pour soutenir les salaires des fonctionnaires (augmentation annoncée de 400 %), ont rapidement laissé place à la déception, avec une hausse des prix globale, la dégradation des services essentiels et l’incapacité de l’État à assurer ses fonctions de base[53].

Ces fragilités économiques se doublent de contraintes opérationnelles concrètes. Les projets de reconstruction se heurtent à des goulets d’étranglement administratifs, à une centralisation excessive des décisions et à un manque d’équipements spécialisés[54]. Sur le terrain, les dynamiques de reprise restent limitées et profondément inégales. Des données satellitaires montrent une reprise partielle de l’activité économique dans plusieurs grandes villes en 2025, mais elle demeure fragmentée et politiquement différenciée, certaines régions continuant de décliner sous l’effet de violences locales, de pénuries énergétiques ou de blocages logistiques[55]. Dans ce contexte, les risques de captation du processus de

52. « Lebanon’s Recovery and Reconstruction Needs Estimated at US$11 Billion », Banque mondiale,, 7 mars 2025, disponible sur : www.worldbank.org.

53. J. Barnes-Dacey, « The Road Ahead: Six ways Europeans Can Urgently Support a Stable Syria », ECFR, 6 mars 2025, disponible sur : https://ecfr.eu.

54. M. Yacoubian et W. Todman, « Syria’s Promise and Challenges One Year After Assad’s Fall », *CSIS Brief*, Center for Strategic and International Studies (CSIS), 4 décembre 2025, disponible sur : www.csis.org.

55. Karam Shaar Advisory Ltd, *Syria Nighttime Lights Map* (carte de données satellitaires montrant l’évolution des éclairages nocturnes en Syrie), Syria in Figures, disponible sur : httsp://karamshaar.com.

reconstruction apparaissent élevés. L’afflux d’investissements étrangers, dans un environnement institutionnel fragile et peu régulé, crée des opportunités de capitalisme de connivence, dans lesquelles l’allocation des ressources dépend davantage des rapports de pouvoir que de considérations économiques. Ainsi, les deux frères Ahmad al-Charaa occupent déjà des positions d’influence significatives au sein de l’économie. Cette dynamique rejoint les analyses critiques de la reconstruction post-conflit, qui montrent qu’en l’absence d’institutions solides, les flux d’investissement tendent à renforcer des structures de pouvoir existantes plutôt qu’à soutenir un développement inclusif.

Ce que les trois terrains révèlent, c’est un paradoxe que la littérature académique sur le *peacebuilding* a bien théorisé sans jamais tout à fait le résoudre : la reconstruction peut jouer un rôle puissant dans le renforcement de la paix, mais l’échec à adopter des approches équitables, participatives et sensibles aux conflits peut approfondir les fractures sociales et déclencher de nouvelles tensions. Sur les trois terrains du Levant, cette tension est non seulement théorique mais immédiatement politique :

- à Gaza, reconstruire sans résoudre la question de la gouvernance risque de légitimer soit l’occupation soit un retour du Hamas ;
- au Liban, reconstruire le Sud sans désarmer le Hezbollah revient à reconstituer les conditions du prochain conflit ;
- en Syrie, reconstruire sans plan intégré ni transparence risque de reproduire les logiques de prédation et de clientélisme qui ont alimenté la guerre.

La reconstruction n’est pas la solution à l’instabilité, elle en est, au moins partiellement, l’otage.

Conclusion

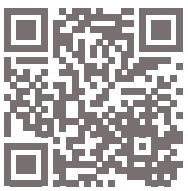
Au Liban, en Syrie et à Gaza, la reconstruction n'est plus l'horizon d'une paix retrouvée. Elle précède, conditionne et parfois remplace le règlement politique des conflits. Le mot circule partout, mais il ne désigne ni les mêmes priorités, ni les mêmes bénéficiaires, ni la même autorité légitime pour décider. Les références mobilisées dessinent chacune, en creux, un projet de gouvernance, et se traduisent par une juxtaposition de plans et de financements plutôt que par une coordination.

Sur le terrain, le dilemme de la stabilité demeure entier. La reconstruction peut rétablir des services, créer des emplois et faciliter les retours, mais elle reste tributaire de conditions de sécurité et de gouvernance qu'elle ne produit pas. Dans chacun de ces cas, ce qui avance reste circonscrit, souvent spontané et sans commune mesure avec l'ampleur des besoins.

La reconstruction devient un instrument de conditionnalité. Qui contrôle l'accès au territoire, l'entrée des matériaux et la circulation des fonds décide aussi de ce qui peut être reconstruit, où et à quelles conditions. Elle se négocie ainsi comme une monnaie d'échange politique, subordonnée à des exigences de sécurité, de désarmement ou de réforme, et placée de fait sous la tutelle de ceux qui détiennent ces leviers (États voisins, bailleurs du Golfe, puissances occidentales, institutions financières ou investisseurs privés).

La question de la reconstruction « pour qui et par qui ? » dépasse ainsi chacun des trois terrains. Les acteurs européens et multilatéraux doivent choisir entre peser de l'intérieur sur des dispositifs qui concentrent des ressources et des accès, au risque de cautionner des montages où les populations locales ont peu de place, ou défendre leurs standards au risque de n'avoir plus de prise sur le terrain. Ce choix dira si la reconstruction du Levant peut redevenir un projet politique partagé, ou si elle restera un enjeu de pouvoir, otage de l'instabilité qu'elle prétend résoudre.





27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org